



Suivi de la situation humanitaire dans la zone des trois frontières | Burkina Faso

Octobre 2022

CONTEXTE

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi trimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière¹.

Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels dans la zone frontalière du Burkina Faso avec le Mali et le Niger plus précisément les régions du Centre-nord, de l'Est, du Nord et du Sahel. Depuis 2018, la volatilité du contexte sécuritaire et la récurrence des incidents de sécurité ont intensifié les déplacements de populations. La situation sécuritaire critique a en effet causé le déplacement de 1 719 332 personnes déplacées internes (PDI) à la date du 30 septembre 2022 au Burkina Faso².

MÉTHODOLOGIE

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de «zone de connaissance». Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans les communes d'intérêt (admin 3) situées sur le territoire burkinabè le long de la bande frontalière entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger y compris dans les zones difficilement accessibles.

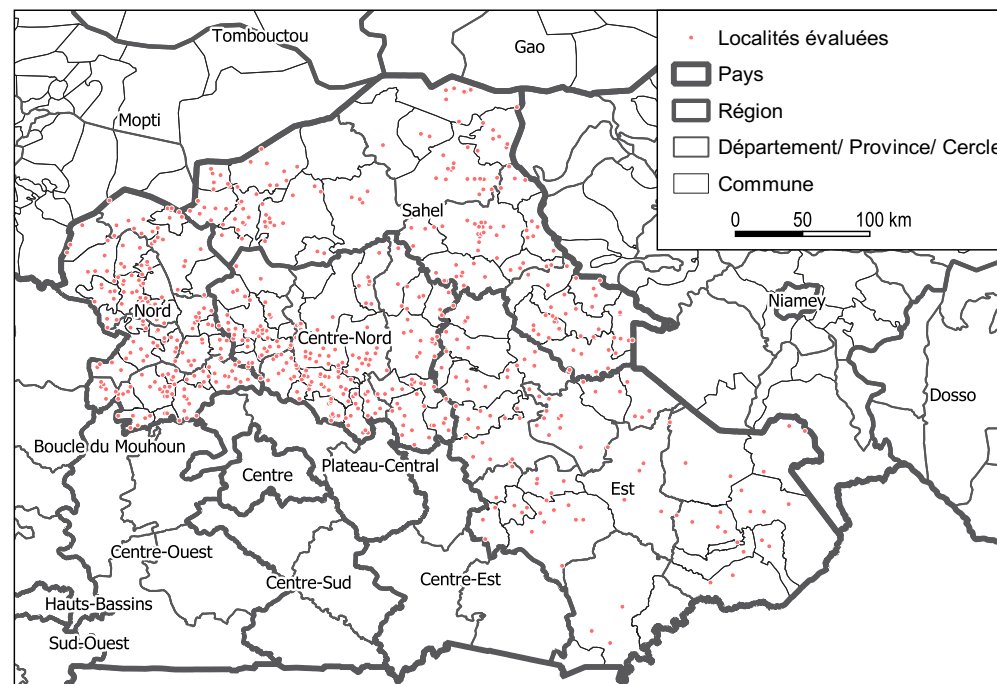
Au total, pour la collecte d'octobre, 706 localités ont été évaluées au Burkina Faso via des informateurs-clés (IC). Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (dernier passage dans la localité datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données des IC ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en « pourcentage de localités ». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 10 % des localités de l'unité administrative 2 (province) ont été évaluées. Cet aperçu de la situation présente les données recueillies entre le 19 octobre et le 09 novembre 2022. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

NOTE A LA LECTURE

L'ensemble des résultats est à lire en % de localités évaluées, selon les informations rapportées par les IC. L'ensemble des données portent sur les 30 jours précédant la collecte - sauf indication contraire. Les entretiens avec les IC ont été réalisés en présentiel et à distance (par téléphone).

1. REACH. Termes de référence. Suivi humanitaire multisectorielle (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, octobre 2022

Carte 1. Carte des localités enquêtées



89% d'IC ont rapporté avoir visité eux-même la localité sur laquelle ils rapportent des informations, au cours du mois précédant la collecte.

10% d'IC ont rapporté avoir été en contact avec quelqu'un qui était dans la localité sur laquelle ils rapportent des informations, au cours du mois précédant la collecte.

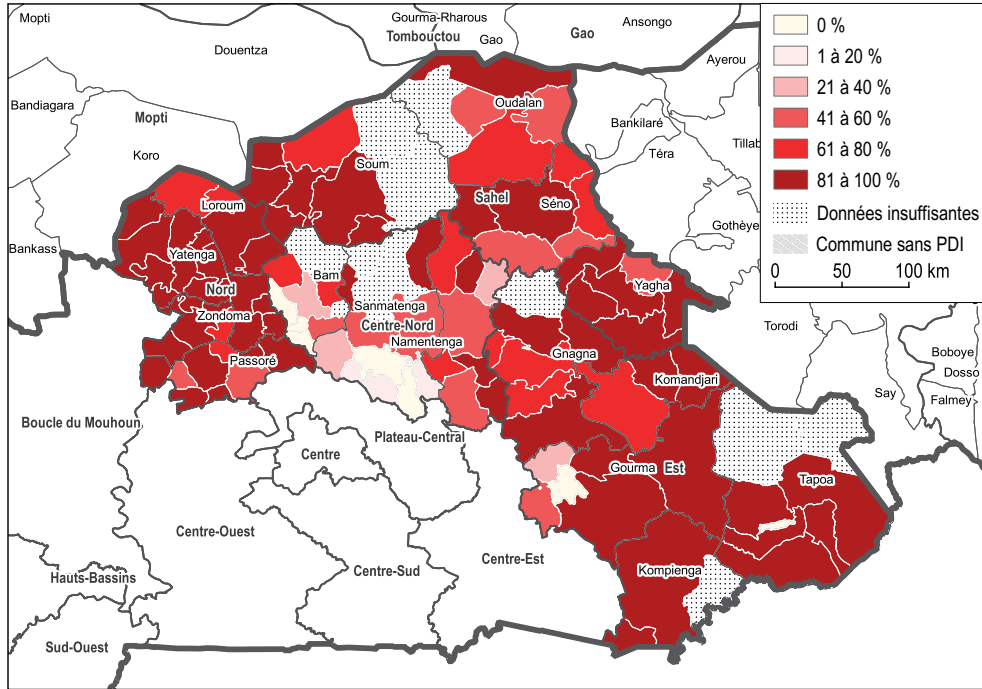
À PROPOS DE REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de UNITAR-UNOSAT. Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet: www.reach-initiative.org

2. Conseil National de Secours d'urgence et de Réhabilitation (CONASUR). Situation des personnes déplacées internes dans les communes, septembre 2022



Carte 2. % de localités évaluées où la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité au cours des 30 jours précédant la collecte



ANALYSE DES TENDANCES

- L'arrivée des PDI au cours des 30 derniers jours précédant la collecte de données a été signalée dans 9% de l'ensemble des localités évaluées. Ces arrivées de personnes déplacées étaient en baisse par rapport au mois de mai 2022 (23% des localités alors évaluées).
- Les principales localités d'origine des PDI au cours des 30 derniers jours précédant la période de collecte de données étaient les localités de la province du Sanmatenga (17%), du Yatenga (13%) et du Loroum (11%).
- La violence demeurait le principal facteur de déplacement des populations de leurs localités d'origine dans 93% des localités évaluées.

RÉSULTATS CLÉS

L'accès à la nourriture demeurait le problème d'importance majeure pour la majorité de la population, selon les IC dans les localités évaluées, **bien que les premières récoltes aient débuté** en fin septembre. La majorité de la population dans les localités évaluées des provinces du Loroum (100%), Zandoma (96%), Yagha (95%) et le Soum (89%) n'aurait pas eu accès à suffisamment de nourriture selon les IC.

L'augmentation des prix des produits alimentaires dans les localités évaluées était la raison principale évoquée par les IC (87%) pour justifier l'inaccessibilité des populations à suffisamment de nourriture. Ainsi, les IC ont signalé l'augmentation du prix des céréales dans 74% des localités évaluées qui n'avaient pas de marché fonctionnel et accessible (8% des localités évaluées).

Le sentiment d'insécurité demeurait présent chez l'ensemble des populations des localités évaluées surtout dans les régions du Nord (92%) et de l'Est (83%).

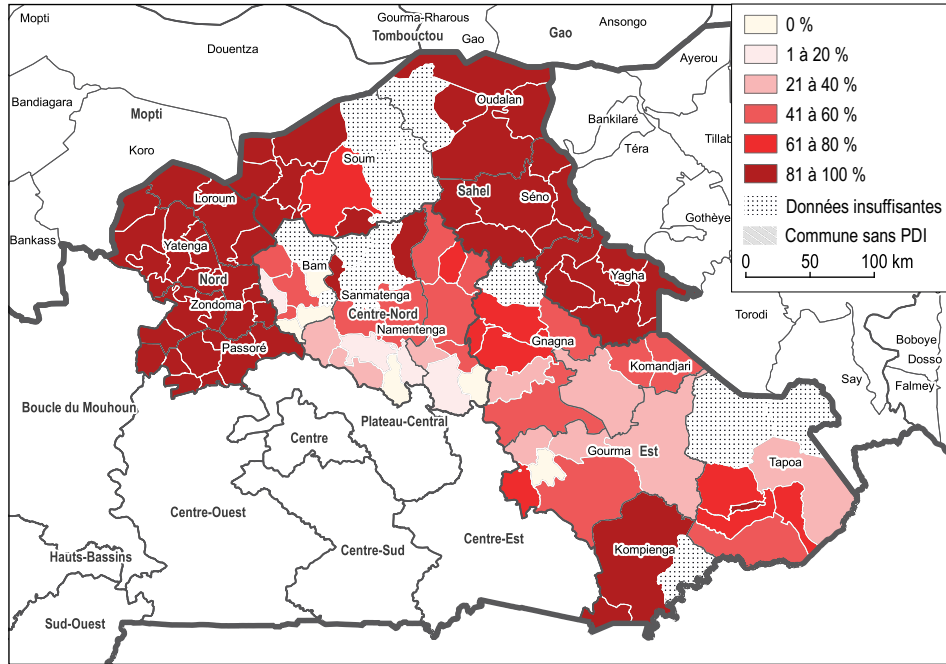
Aussi, **l'accès à l'éducation semblait continuer sa dégradation** avec un accès aux services éducatifs qui se réduit au fil du temps passant de 40% des localités évaluées en mai 2022 à 31% de localités en octobre 2022. Selon les IC, les populations des localités des régions du Centre-nord (41%), du Nord (58%), de l'Est (85%) et du Sahel (97%) n'avaient pas accès à des services éducatifs fonctionnels et à distance de marche.

Bien que l'accès aux services de santé dans les localités évaluées semblait se maintenir (92%), **les populations n'avaient majoritairement accès qu'au centre de santé et de promotion sociale** (98%) qui se situe généralement dans les chefs-lieux des communes et donc un peu éloigné des localités évaluées.

Enfin, l'assistance humanitaire semble n'avoir touché qu'une faible partie de la population dans les localités évaluées puisque pour seulement 22% des localités de la région du Nord et 28% de celles de l'Est les informateurs clés ont rapporté qu'une partie de la population avait reçu une assistance au cours des 30 jours précédant la collecte.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

Carte 3. % de localités évaluées qui n'avaient pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 jours précédant la collecte de données



Selon les IC, les régions où la majorité de la population n'avaient pas accès à suffisamment de nourriture étaient principalement celles Nord (99% des localités évaluées) et du Sahel (90%). Dans ces régions, les localités des provinces du Loroum (100%), de Zandoma (96%) et du Yagha (95%) étaient celles où la situation semblait la plus prononcée. Ce constat semble confirmé par les prévisions du FEWSNET³ qui indiquaient que pour la période de septembre-octobre 2022, la région du Sahel serait en situation d'urgence et la région du Nord serait partagée entre une situation d'urgence et une situation de crise. Les principales raisons⁴ expliquant cette situation selon les IC étaient le prix élevé des produits (87%), l'épuisement des stocks (72%) et l'accès insécurisé aux terres (34%). Pour faire face à ces difficultés, les populations ont opté pour diverses stratégies d'adaptation dans les localités évaluées telles que la consommation d'aliments moins

préférés (78%), la diminution de la quantité consommée par les adultes au profit des enfants (51%), la réduction de la quantité consommée au cours de la journée (49%) et la consommation d'aliments sauvage (31%).

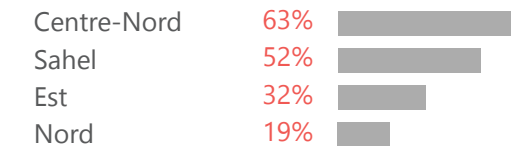
Selon les IC, la population vivant dans les régions de l'Est, du Nord et du Sahel n'avait pas accès à leurs moyens de subsistances habituels, pour respectivement 55%, 39% et 23% des localités évaluées dans ces régions. En particulier, pour la région de l'Est, c'est principalement dans la province de la Kompienga (83% des localités évaluées) qu'il a été rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à leurs moyens de subsistance habituels. Ces résultats vont dans le même sens que les résultats sur la sécurité alimentaire précédemment mentionnés, les régions où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture étaient celles où le manque d'accès aux moyens de subsistance était la plus prononcée. Lorsqu'on demandait aux IC le principal facteur contraignant l'accès aux moyens de subsistance, l'insécurité était mentionnée pour 73% des localités évaluées, suivie par le manque de terre pour cultiver ou pour paître le bétail dans 12% des localités. Dans les localités évaluées, les principales sources de revenus⁴ étaient l'élevage (89%), l'agriculture pour de la vente (70%) et le commerce (62%). L'ensemble de ces activités est difficilement praticable dans un contexte d'insécurité caractérisé par des attaques fréquentes. Ainsi, **l'insécurité pour accéder aux pâturages (82%) revenait comme la première cause mentionnée par les IC de perturbation de l'activité d'élevage pour l'ensemble des localités évaluées.**

% de localités évaluées où les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales

Non 26%
Oui 74%



% de localités évaluées où les IC ont rapporté une assistance alimentaire

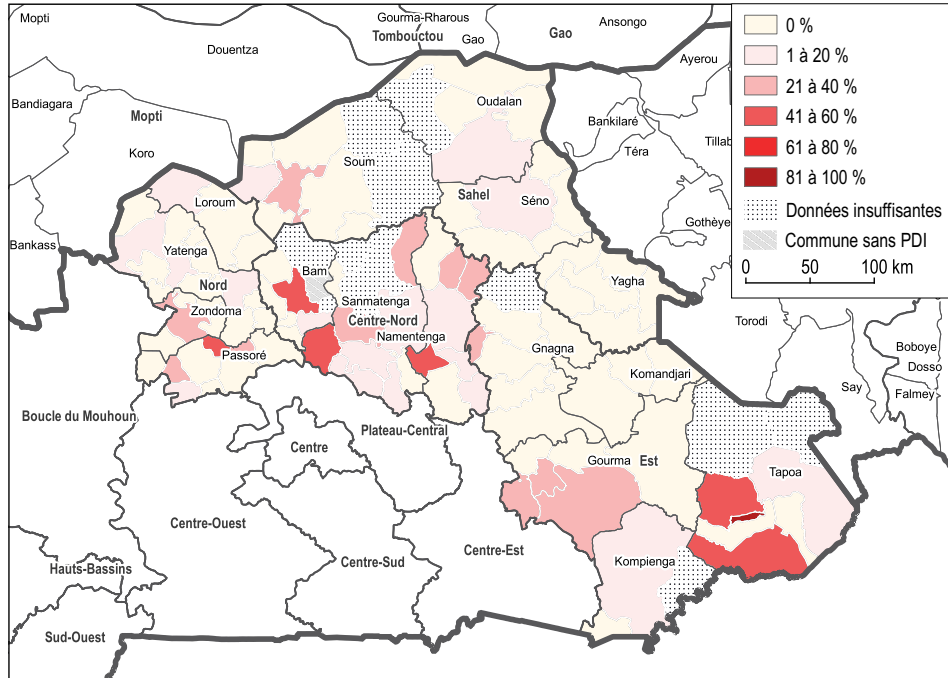


3. FEWSNET, [Food Security Outlook Update](#), Septembre 2022

4. Les IC pouvaient sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

→ DÉPLACEMENT

Carte 4. % de localités évaluées ayant rapporté l'arrivée de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte de données



Au cours des 30 jours précédant la collecte de données, l'arrivée de PDI a été signalée dans 9% des localités. Les localités ayant connu le plus d'arrivées durant cette période sont celles des régions du Centre-Nord (16% des localités évaluées) et de l'Est (8%). Selon la CONASUR² les régions enregistrant le plus de personnes déplacées sont le Sahel (28% de PDI), le Centre-Nord (27%), le Nord (15%) et l'Est (11%). Ces déplacements de personnes seraient principalement motivés par la violence présente dans leurs localités d'origine (93%). En effet, des cas de violence ont été recensés au cours du mois précédant la collecte de données dans les localités du Centre-Nord et de l'Est, avec respectivement 10 et 14 cas de violence (contre des civils et des affrontements armés), selon ACLED⁵.

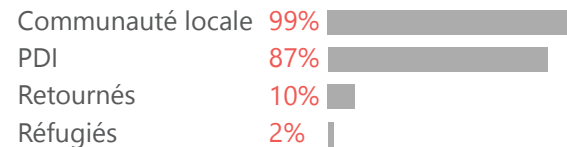
5. ACLED data

Dans les régions du Sahel (65% des localités évaluées) et de l'Est (60%) les IC ont rapporté que les communautés locales avaient l'intention de rester dans la localité où ils se trouvaient au moment de la collecte de données en évoquant comme raison principale la volonté de ne pas partir.

La présence de PDI a été mentionnée dans 87% des localités évaluées avec de fortes présences dans les localités évaluées du Namentenga (100%) et Kompienga (100%). Dans cette dernière province, les PDI représentaient plus de la moitié de la population dans 33% des localités évaluées, selon les répondants. Malgré cette présence importante de PDI la cohésion sociale entre les populations déplacées et hôtes au niveau local ne semblait pas être perturbée puisque dans 94% localités évaluées du Namentenga et 100% des localités évaluées de la Kompienga les IC ont rapporté une cohabitation pacifique entre communautés hôtes et déplacées.

Dans 10% des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence de retournés, principalement dans les provinces du Gourma (33% des localités évaluées), de la Kompienga (33%) et de la Komandjari (33%). Selon les IC, le rétablissement de la sécurité (44% des localités évaluées) et des négociations communautaires (22%) seraient les facteurs majeurs justifiant le retour des populations dans les localités évaluées.

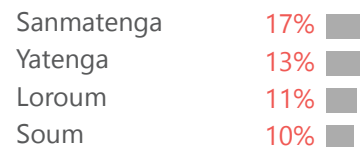
% des localités rapportant la présence de différents groupes de population⁴



Principales raisons de la présence de PDI au cours des 30 jours précédant la collecte (% localités où la présence de PDI a été rapportée)



Principales provinces d'origine des PDI (% localités où la présence de PDI a été rapportée)



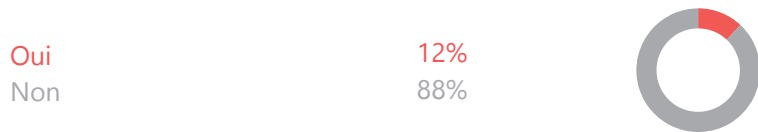
Principales provinces de provenance des retournés (% localités où la présence de retournés a été rapportée)



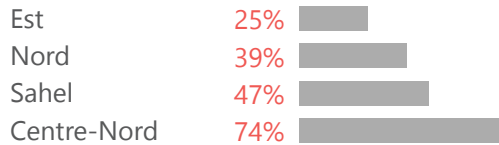
PROTECTION

Dans 73% des localités évaluées de l'ensemble des régions, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité selon les IC. Ce sentiment était fortement ressenti dans les localités des régions du Nord (92%) et de l'Est (83%). Dans la région du Nord, les principales raisons⁴ de ce sentiment d'insécurité étaient la violence des groupes armés (90%), les enlèvements (76%), la restriction de mouvement (70%) et le vol de bétail (54%). Le niveau des incidents dans lesquels des civils ont perdu la vie ou ont été blessés (12%) était constant comparativement au mois de mai 2022 dans l'ensemble des localités évaluées, selon les IC.

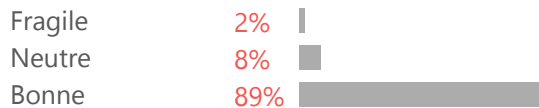
% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquels des civils ont été tués ou gravement blessés



% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence d'un service de protection

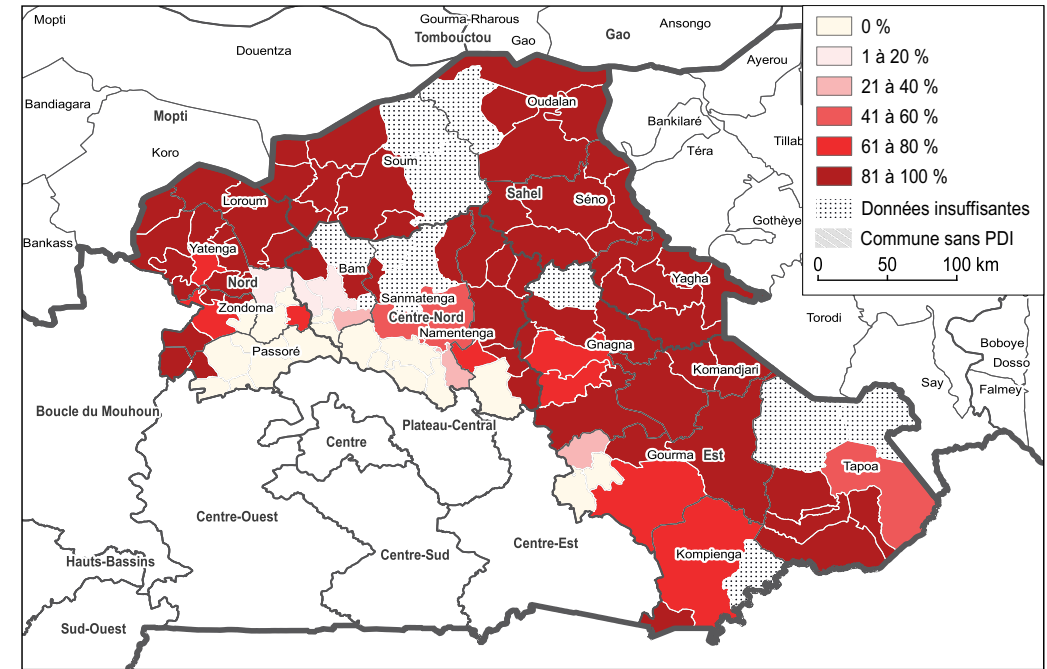


Perception des relations entre populations déplacées et populations hôtes dans les localités évaluées



ÉDUCATION

Carte 5. % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche

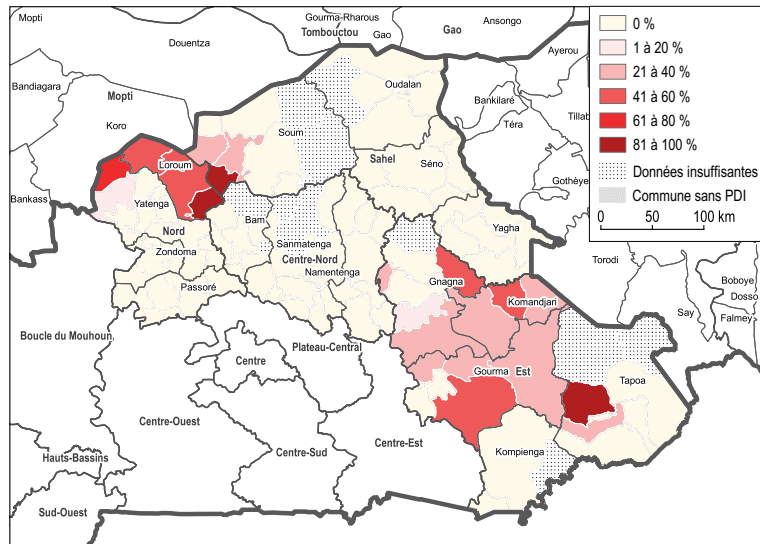


Dans 69% des localités évaluées, sur l'ensemble des régions suivies, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès limité aux services d'éducation. L'accès aux services éducatifs pour les localités des régions du Centre-Nord (58%) et du Nord (42%) s'était considérablement dégradé par rapport au mois de mai 2022 où la majorité de la population avait accès à un service éducatif fonctionnel et à distance de marche dans 73% des localités pour le Centre-Nord et 68% des localités pour le Nord. En effet, un mois après la rentrée des classes de septembre, 5 709 écoles étaient encore fermées au Burkina Faso⁶. La principale raison de l'inaccessibilité aux services éducatifs dans la région du Centre-Nord était la fermeture des écoles par l'Etat (62%) alors que dans la région du Nord cela était expliqué par l'absence d'enseignants (50%).

6. UNICEF, [Humanitarian Situation Report No. 6](#), Octobre 2022

SANTÉ ET NUTRITION

Carte 6. % de localités évaluées dans lesquelles la majorité de la population n'avaient pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche



% des localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population était préoccupé de la situation nutritionnelle et alimentaire des enfants

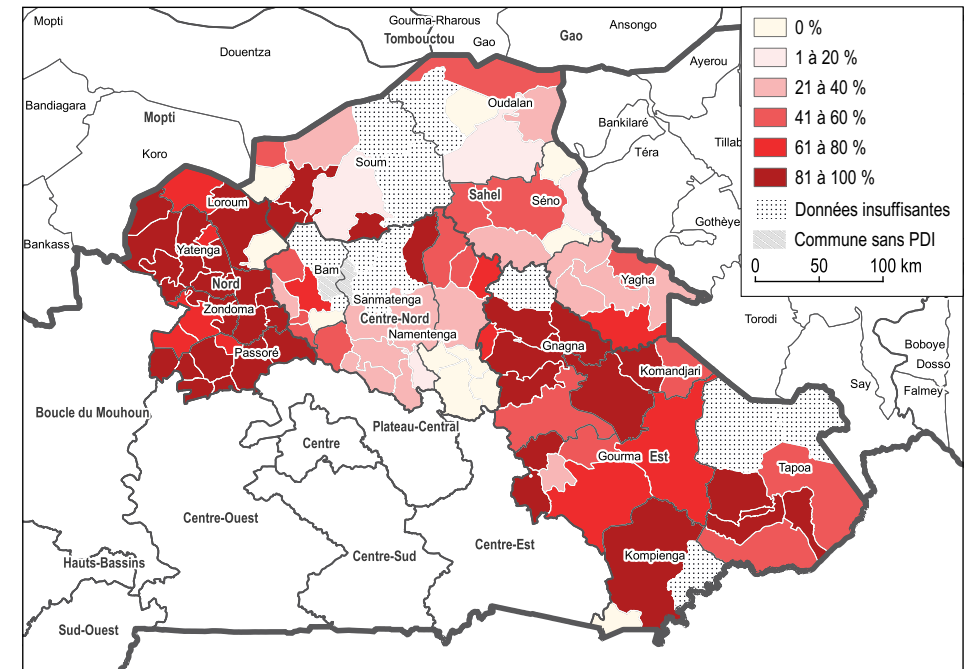
Est	79%	<div style="width: 79%;"></div>
Nord	77%	<div style="width: 77%;"></div>
Sahel	62%	<div style="width: 62%;"></div>
Centre-Nord	33%	<div style="width: 33%;"></div>

Selon les IC, la majorité de la population avait accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche dans l'ensemble des localités évaluées des régions. Toutefois, les localités de la région de l'Est étaient celles qui semblaient avoir la plus faible couverture avec 74% des localités évaluées où la population avait accès à un centre fonctionnel. Cependant, selon les IC, **le service de santé le plus utilisé par les populations dans les localités évaluées était le Centre de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) (98%)** qui se situe principalement au niveau des chefs-lieux des communes. Ainsi, la principale contrainte à l'accès des services de santé était logiquement l'éloignement des infrastructures sanitaires (42% des localités évaluées) qui pourrait se justifier par la fermeture des formations sanitaires dans plusieurs localités⁷.

7. Cluster santé, [Bulletin mensuel N°33](#), Octobre 2022

ABRIS ET BIENS NON ALIMENTAIRES

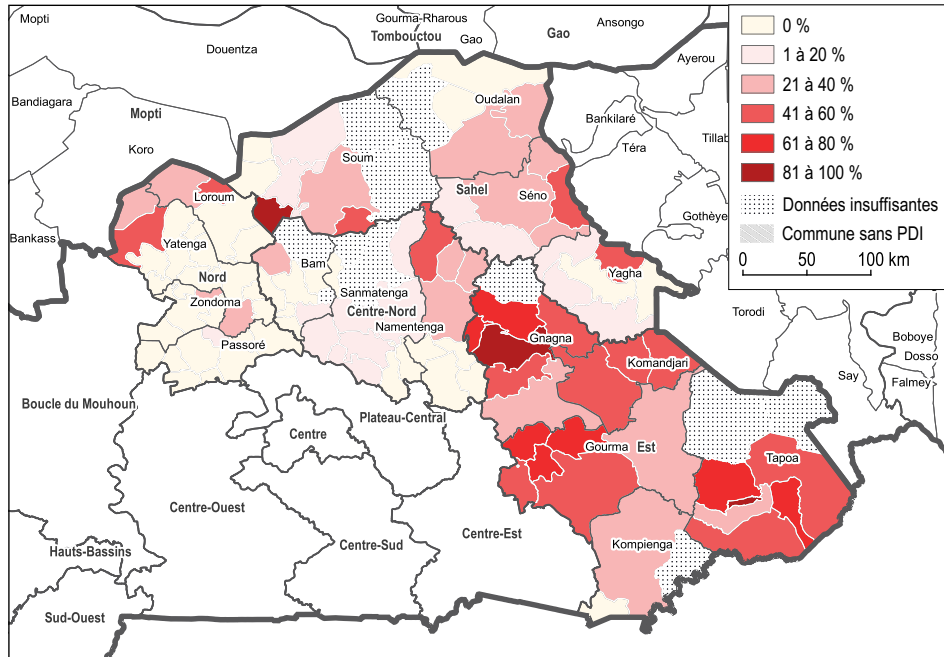
Carte 7. % de localités évaluées où les IC ont rapporté que les PDI ne vivaient pas dans des conditions adéquates



Dans les localités évaluées des régions du Nord et de l'Est les conditions de vie des PDI n'étaient pas adéquates selon les IC dans respectivement 93% et 81% des localités évaluées pour ces régions. La raison expliquant ce constat serait le manque d'espace fermé assez grand qui garantisse des conditions d'intimité et de protection (87%). En effet, **les PDI étaient principalement accueillis gratuitement par les populations hôtes (74% des localités évaluées) et vivaient dans des abris permanents (71%), selon les IC.** Les principaux besoins en articles non alimentaires des PDI et qui n'étaient plus disponibles dans les localités évaluées, selon les IC, étaient les moustiquaires (27%), les articles de couchage (20%) et les articles de cuisine (17%). Des destructions d'abris ont également été signalées dans 22% des localités évaluées avec pour cause les intempéries (59%) et l'usure du logement (34%), selon les IC.

EAU HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (EHA)

Carte 8. % de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage

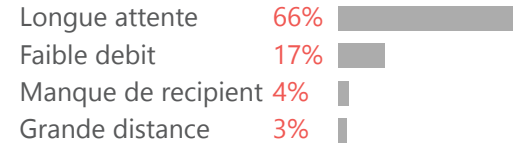


L'accès à l'eau semble s'être amélioré entre la collecte de données de mai et celle d'octobre 2022 pour l'ensemble des régions évaluées. En effet, selon les IC, dans **79% des localités évaluées la population avait accès à suffisamment d'eau pour satisfaire les besoins du ménage en octobre contre 45% en mai 2022.**

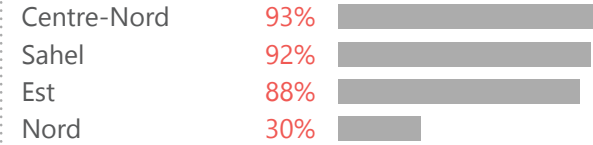
Le forage demeurait la principale source d'eau de la majorité de la population selon les IC dans 75% des localités évaluées. La population ne signalait des problèmes de qualité de l'eau que dans 6% des localités évaluées. Les principales difficultés sembleraient plutôt être liées à la localisation et à la capacité des infrastructures puisque la durée pour collecter de l'eau⁸ de la principale source d'eau était de 30 minutes à 1 heure de temps dans 47% des localités évaluées pour l'ensemble des régions.

8. La durée pour aller, attendre, collecter de l'eau et revenir. Elle est laissée à la discrétion de l'IC.

Principales raisons du manque d'accès à l'eau



% de localités ayant pour principale source d'eau le forage, par région



Durée pour aller, attendre, collecter et revenir de la principale source d'eau



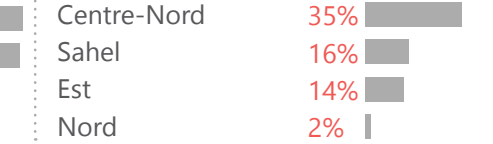
% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté l'existence de comité de gestion des points d'eau, par région



% de localités où la majeure partie de la population pratique la défécation à l'air libre, région



% de localités où la principale méthode de lavage des mains était l'eau et le savon, région

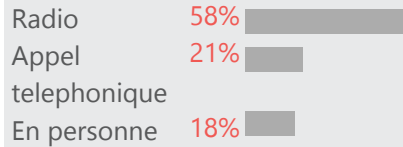


Dans 75% des localités évaluées, la majorité de la population avait pour pratique le lavage des mains avec uniquement l'utilisation de l'eau selon les IC. Cette pratique était plus prononcée dans les provinces de la région du Nord comme le Yatenga (99% des localités évaluées), le Zondoma (96%) et Passore (96%), selon les IC. Aussi, la défécation à l'air libre demeurait la pratique de défécation la plus pratiquée dans la région de l'Est, principalement dans les localités des provinces de la Komamdjari (85%) et de la Gnagna (80%).

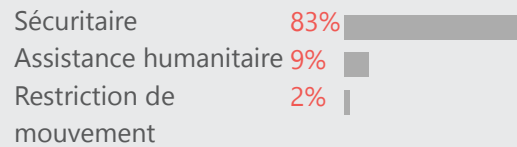
COMMUNICATION

ACCÈS À L'INFORMATION

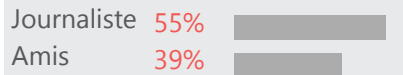
Principales sources d'informations de la majorité de la population



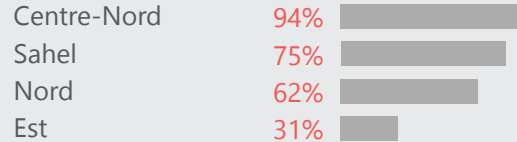
Types d'informations qui auraient été utiles pour la population



Principaux pourvoyeurs d'information de la majorité de la population



% de localités évaluées où un réseau téléphonique stable existait



La région de l'Est était celle ayant la plus faible couverture de réseau téléphonique parmi l'ensemble des régions évaluées, avec 69% des localités qui avaient un réseau téléphonique stable disponible au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Les principaux pourvoyeurs d'information auprès des populations dans l'ensemble des localités évaluées étaient les journalistes (55%) et les amis ou la famille (39%). Dans les localités évaluées où la population avait des difficultés à accéder aux informations sur l'aide humanitaire (73% des localités évaluées), les populations auraient préféré recevoir majoritairement des informations sur le contexte sécuritaire (83%).

9. Les IC pouvaient sélectionner jusqu'à trois options.

REDEVABILITÉ ENVERS LES POPULATIONS AFFECTÉES

La présence de l'assistance humanitaire était signalée à des degrés divers dans l'ensemble des régions concernées par l'évaluation. En effet, selon les IC, une partie de la population aurait reçu de l'assistance humanitaire majoritairement dans les provinces du Sanmatenga (72%), de l'Oudalan (72%) et de la Kompienga (67%). Dans la province de la Tapoa les IC ont rapporté la réception de l'assistance humanitaire par les populations dans seulement 18% des localités évaluées alors que la région de l'Est semblait présenter des besoins importants en matière d'accès aux moyens de subsistance et aux services de santé. Les principaux types d'assistance reçue dans les localités évaluées concernent la sécurité alimentaire (77%), le transfert d'argent (49%) et la distribution de biens non alimentaires (33%). Cela semblait s'aligner avec les besoins prioritaires des populations rapportés par les IC, à savoir l'assistance alimentaire (85%), l'assistance en transfert d'argent (49%) et en moyen d'existence (33%). De manière générale, les IC ont rapporté une satisfaction vis-à-vis de l'assistance humanitaire (76% des localités évaluées où une partie de la population a reçu de l'assistance humanitaire).

Carte 9. % des localités où les IC ont rapporté qu'une partie de la population avait reçu une assistance humanitaire

